



Patrick Muyaya :



L'information, enjeu de souveraineté

P.2

**Grégoire Mutshail
a célébré la journée
internationale des
coopératives au
Maniema**

P.3



**Harry Kane salue la bravoure de Lionel
Mpasi pour ses arrêts héroïques**

P.12

Patrick Muyaya : l'information, enjeu de souveraineté

24NEWS HEBDO
Formés pour informer, actualité 24 heures.

EQUIPE
Directeur Général :
Jacques Amboka Mokoko

REDACTION CENTRALE

Rédactrice en chef :
Sylvie Ndaye

Secrétaire de rédaction :
Gires Kasongo

Secrétaire de rédaction adjoint : Don Mbavu

JOURNALISTES
Gires Kasongo
Zephy Amboka
Faustin Kalenga
Betty Feza
Eunice Mukika
Nezolo Bura
Don Mbavu
Jacques Amboka

CORRESPONDANTS
Lubumbashi : Los Adonis

Congo- Brazzaville :
Solange Gandja

Angola :
Gonçalves Emmanuel Neves

Côte d'Ivoire :
Olive Adjakotan

Belgique :
Paulo Maria Tchiwahil

Commercial :
Arlette Mpiko

Web master :
Reddy Mavungu
Urbain Kavula

Intégrateur de contenu :
Betty Feza
Nathan Amboka
Moïse Mbikayi
Freddy Lumbala

Administration :

Finances : Libya Mopambo
Jodelle

Marketing : Solange Jenny
Benly

Contact: +243828768314



La maîtrise de l'espace informationnel est désormais un enjeu majeur de souveraineté nationale. C'est le message qu'a porté le ministre de la Communication et Médias, porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya, samedi 4 juillet, lors du colloque international marquant la clôture de la neuvième session spéciale du Collège des Hautes Études de Stratégie et de Défense (CHESD), organisé sous le haut patronage du président de la République, Félix Tshisekedi.

Devant les futurs hauts responsables des secteurs de la défense et de la sécurité, le ministre a développé une réflexion sur le thème « Souveraineté narrative en temps de crise : information, communication stratégique et diplomatie médiatique ». Il a soutenu que les États ne peuvent plus se limiter à protéger leurs frontières physiques, mais doivent également défendre leur présence et leur influence dans l'espace numérique, où se construisent désormais les opinions et les rapports de force.

Selon Patrick Muyaya, les conflits contemporains ne se gagnent plus uniquement sur le terrain militaire ou économique. La capacité d'un pays à produire son propre récit, à combattre la désinformation et à préserver son image à l'international est devenue un levier stratégique au même titre que la diplomatie ou la puissance de défense.

S'appuyant sur l'expérience de la République démocratique du Congo, il a expliqué que les questions sécuritaires, diplomatiques, judiciaires

ou encore économiques sont désormais étroitement liées à la manière dont elles sont perçues par l'opinion publique nationale et internationale. Pour lui, laisser d'autres acteurs raconter l'histoire d'un pays revient à céder une partie de sa souveraineté.

Le porte-parole du Gouvernement a rappelé que la communication stratégique constitue aujourd'hui un instrument de gouvernance à part entière. Elle permet non seulement d'accompagner les politiques publiques, mais aussi de renforcer la crédibilité des institutions, de soutenir les initiatives diplomatiques et d'attirer davantage d'investissements.

Patrick Muyaya est également revenu sur le changement de narratif engagé par le Gouvernement depuis plusieurs années.

Cette approche vise à promouvoir une image plus juste de la RDC, à mettre en lumière les efforts entrepris pour restaurer la paix et le développement, tout en donnant une visibilité accrue aux victimes des conflits dans les forums internationaux.

Le ministre a insisté sur le fait que les crises modernes se déroulent simultanément sur plusieurs fronts : militaire, diplomatique, judiciaire, économique et informationnel. À ses yeux, les récits façonnent les perceptions, influencent les décisions politiques et peuvent modifier durablement les équilibres géostratégiques entre les nations.

Patrick Muyaya a invité les futurs décideurs à développer une véritable culture de veille stratégique, de lutte

contre la manipulation de l'information et de communication de crise. Il estime que ces compétences sont désormais indispensables pour protéger les intérêts nationaux dans un environnement mondial marqué par la rapidité des échanges numériques.

Placée sous le thème « CHESD, dix ans de pensée géopolitique et géostratégique : capitaliser les acquis, éclairer les recompositions, projeter

la défense et la souveraineté de demain », cette rencontre scientifique a réuni pendant trois jours des experts, universitaires, responsables institutionnels et auditeurs autour des nouveaux défis qui redessinent les politiques de défense et de sécurité.

À travers cette intervention, Patrick Muyaya a voulu sensibiliser les futurs cadres de la défense à une réalité de plus en plus déterminante : au

XXI^e siècle, la protection d'un État ne dépend plus seulement de ses armes ou de son économie, mais aussi de sa capacité à maîtriser son récit, défendre sa vérité et préserver son influence dans un espace informationnel devenu un véritable théâtre de compétition stratégique.

La Rédaction

Grégoire Mutshail a célébré la journée internationale des coopératives au Maniema



A l'occasion de la journée internationale des coopératives, célébrée ce samedi 4 juillet, sous le thème mondial « Les coopératives au service de la paix dans le monde », le ministre du Développement rural de la République démocratique du Congo (RDC), Grégoire Mutshail Mutombi, a rappelé l'importance stratégique des coopératives dans la consolidation de la paix et le développement socio-économique du pays.

Dans son discours, à cette occasion, le ministre Mutshail Mutombi a détaillé les actions engagées par le gouvernement pour donner aux coopératives un rôle central dans le développement rural. « Une attention particulière est portée sur les coopératives et des recommandations claires pertinentes ont été données à notre ministère de Développement rural afin de concrétiser cette vision qui s'articule autour des trois (3) axes majeurs à savoir : l'opérationnalisation du registre national afin de doter toutes les sociétés coopératives d'une personnalité juridique officielle leur permettant d'exercer en toute sécurité et de nouer des partenariats fiables ; le renforcement du secteur agricole pour dynamiser les économies

rurales, soutenir les agriculteurs et assurer la souveraineté alimentaire en les structurant autour des filières porteuses et sociétés coopératives multisectorielles et polyvalentes et enfin ; l'accès aux financements avec l'immatriculation des coopératives dans les registres officiels comme la condition sine qua non pour que les compatriotes vivant dans le monde rural et les petits producteurs puissent accéder aux financements des banques et des institutions de microfinance », a-t-il déclaré.

Ce thème international, en résonance avec la conférence mondiale de l'Alliance coopérative internationale, met en lumière la capacité des coopératives à bâtir des ponts entre les communautés, à renforcer la cohésion sociale et à favoriser l'inclusion. En RDC, ce message prend une dimension particulière dans un contexte marqué par les conflits dans l'Est du pays. Le gouvernement a ainsi retenu un thème national : « Les coopératives, un des enjeux majeurs pour la paix et la sécurité en République Démocratique du Congo ».

Une feuille de route déjà en marche

Le ministre a rappelé l'atelier de

réflexion organisé en décembre 2025, qui a permis d'élaborer une feuille de route nationale pour les coopératives. La première étape de cette stratégie est la cartographie des coopératives sur l'ensemble du territoire. Les responsables sont invités à se rapprocher des coordinations provinciales et du Service national des coopératives pour s'enregistrer et bénéficier des facilités de financement.

Cette cérémonie, organisée à Kindu dans la province du Maniema, a mis en avant, selon M. Mutshail, le rôle des coopératives comme moteur de résilience et de cohésion sociale. Elle a permis la sensibilisation des autorités sur l'importance des coopératives, le lancement officiel de l'immatriculation des coopératives du Maniema, la remise des registres provinciaux aux coordonnateurs, le renforcement du mouvement coopératif et l'inventaire des organisations rurales et périurbaines.

Le ministre Mutshail Mutombi affirme que les coopératives, bien structurées et accompagnées, sont appelées à devenir un levier majeur pour revitaliser les communautés rurales et périurbaines de la RDC.

Juliana Lumumba Amato veut faire de la Francophonie un moteur de dialogue et de paix



Auditionnée le 30 juin devant la Conférence ministérielle de la Francophonie, la candidate de la République démocratique du Congo au poste de Secrétaire générale de l'OIF, Juliana Lumumba Amato, a insisté sur le caractère non conflictuel de sa démarche. Elle a également présenté une initiative dédiée à la prévention des conflits dans l'espace francophone.

Une candidature présentée comme un projet de rassemblement

Face aux ministres de la Francophonie réunis en conférence, Juliana Lumumba Amato a tenu à clarifier le sens de sa candidature au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale

de la Francophonie (OIF). Selon elle, sa démarche ne s'inscrit ni dans une logique d'opposition ni dans une dynamique de rivalité diplomatique. « Ma candidature n'est contre aucun État ni aucune personne », a-t-elle déclaré au cours de son audition.

Hommage à Louise Mushikiwabo

La candidate congolaise a également salué le parcours de l'actuelle Secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, estimant qu'elle a exercé ses responsabilités dans le respect des règles de l'organisation. « Madame la Secrétaire générale a légitimement exercé ses deux mandats », a affirmé Juliana

Lumumba Amato, ajoutant que celle-ci « incarne désormais un pan de l'histoire de la Francophonie », qu'elle dit respecter.

Une Francophonie tournée vers la prévention des conflits

Évoquant les tensions et crises qui traversent plusieurs États membres, Juliana Lumumba Amato a défendu une vision de la Francophonie fondée sur le dialogue et la coopération. « La Francophonie n'est pas un lieu d'affrontement diplomatique », a-t-elle soutenu, avant de présenter l'une des mesures phares de son programme : la création d'une Académie francophone de la paix et du bien-être.

Selon Juliana Lumumba Amato, cette structure aurait pour mission de former de jeunes médiateurs, des experts du dialogue ainsi que des spécialistes de la prévention des conflits au sein de l'espace francophone.

Une initiative soutenue par Kinshasa

Selon la candidate de la RDC, cette proposition a déjà reçu l'approbation du gouvernement congolais. Elle a précisé qu'un financement de 10 millions de dollars a été prévu pour accompagner la mise en œuvre du projet. À travers cette initiative, Juliana Lumumba Amato entend promouvoir une Francophonie davantage engagée dans la consolidation de la paix et le renforcement du dialogue entre ses États membres. Candidate de la RDC, Juliana Lumumba, accompagné du ministre de la Francophonie : ils ne ménagent aucun effort pour qu'elle succède à Louise Mushikiwabo au poste de Secrétaire générale de l'OIF.

Zéphyrin Amboka Pengume

Muanda: Une baleine de près de huit tonnes s'échoue sur le littoral, l'ICCN interdit tout contact avec la carcasse



Une baleine d'environ 7 mètres de long, 5 mètres de large et pesant entre 7 et 8 tonnes, selon les estimations de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), s'est échouée mercredi 1er Juillet, sur une plage de l'océan Atlantique, à Muanda, dans la province du Kongo Central. Repéré alors qu'il était encore en vie mais en grande détresse, le cétacé n'a pas survécu. Il est décédé moins de 24 heures après son échouage, malgré les préparatifs engagés par les équipes de l'ICCN pour tenter de le remettre à l'eau.

« L'océan rejette généralement des animaux déjà morts ou dans un état critique, incapables de respirer normalement », explique DeDieu Byaombe, chef de l'antenne de l'ICCN à Muanda.

Interdiction de l'ICCN ignorée par des riverains

Afin de prévenir tout risque sanitaire et de préserver les éléments susceptibles d'éclaircir les circonstances de la mort de l'animal, l'ICCN a interdit à la population de s'approcher de la carcasse. Cette mesure n'a toutefois pas été respectée. Plusieurs habitants se sont massés sur la plage et ont touché le cétacé, en dépit des consignes de sécurité émises par les autorités

environnementales.

Les responsables de l'ICCN rappellent que les mammifères marins échoués peuvent être porteurs d'agents pathogènes présentant un danger pour la santé humaine.

Une opération de récupération confrontée à d'importants défis logistiques L'évacuation de la baleine demeure particulièrement complexe en raison de son poids exceptionnel. Les moyens mécaniques mobilisés jusqu'à présent se sont révélés insuffisants.

« Nous ne disposons d'aucune grue capable de soulever une charge de plus de sept tonnes. Perenco nous a prêté une excavatrice et DP World une tractopelle, mais les tentatives ont échoué », détaille De Dieu Byaombe.

Une nouvelle opération est prévue à marée basse avec l'appui de partenaires chinois, dans l'espoir de déplacer la carcasse vers le site retenu pour son inhumation. Selon l'ICCN, il ne s'agit pas d'un cas isolé. Des échouages de baleines ont déjà été enregistrés sur le littoral de Muanda, même si de tels événements restent rares.

Les spécialistes estiment que plusieurs facteurs peuvent expliquer ces échouages, notamment des maladies, la désorientation, les conditions océanographiques ou encore les

activités humaines en mer. Les causes exactes du décès de cette baleine feront l'objet d'investigations. Face aux rumeurs évoquant une éventuelle distribution de la viande à la population, l'ICCN se montre catégorique.

« Je vais décevoir ceux qui pensent que cette baleine sera dépecée et sa viande partagée dans les ménages », affirme De Dieu Byaombe.

L'institution rappelle que l'animal appartient à une espèce protégée et qu'il sera enterré conformément aux normes internationales en vigueur. Une parcelle a déjà été identifiée pour accueillir la dépouille. Le site sera sécurisé par des éco-gardes afin d'empêcher toute tentative de récupération illégale de la carcasse. Les analyses qui seront menées après l'inhumation devraient permettre de déterminer avec précision les causes de la mort de ce mammifère marin et de mieux documenter ce nouvel échouage sur les côtes congolaises.

Don de Dieu Mbavu

Debout jeunes congolais pour l'emploi et l'entrepreneuriat le troisième axe dédié à l'handipreneuriat des jeunes handicapés



Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé ce mardi 30 juin à Kinshasa la cérémonie de lancement du Programme présidentiel pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, dénommé « Debout Jeunes Congolais », une initiative destinée à faire de la jeunesse le principal moteur de la transformation économique du pays.

Fruit des recommandations issues de la Table ronde nationale sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, organisée en novembre dernier, ce programme s'articule autour de trois axes majeurs. La première porte sur la formation professionnelle. « Nous allons renforcer les écoles des métiers, développer les centres de formation professionnelle, promouvoir l'apprentissage, l'alternance, les stages de découverte et les filières techniques », a déclaré

le Chef de l'État. Le deuxième volet est consacré au développement de l'entrepreneuriat. Le Président de la République a annoncé à ce sujet que le Programme « Debout Jeunes Congolais » prévoit notamment « l'opérationnalisation du Concours national des plans d'affaires simplifiés (CONAPAS), destiné à identifier, sélectionner, financer et accompagner, sur toute l'étendue du territoire national, des projets porteurs de valeur, d'emplois et de transformation locale ».

Enfin, le troisième aspect porte sur l'accès à l'emploi et l'égalité des chances. Le Chef de l'État a insisté sur le caractère inclusif du Programme : « Il doit atteindre les jeunes femmes, les jeunes vivant avec handicap, les personnes atteintes d'albinisme, les peuples autochtones pygmées, les jeunes des milieux ruraux, les

jeunes déplacés, les jeunes sortant de situations de vulnérabilité, ainsi que les jeunes des zones affectées par les conflits. »

Le Programme « Debout Jeunes Congolais » est placé sous la devise : « Le mérite par le travail, la patrie par l'entreprise ». Doté d'un coût global estimé à 1,3 milliard de dollars américains sur six ans, avec une première enveloppe de 50 millions de dollars américains inscrite au collectif budgétaire 2026, ce Programme ambitionne de créer des millions d'emplois d'ici 2032 grâce à des mécanismes de formation, de financement et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs.

Rédaction

Ramaphosa prône une action concertée en Afrique



En visite officielle à Kinshasa, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a abordé, jeudi 02 Juillet, la question des tensions migratoires qui secouent son pays, sur fond de manifestations de citoyens sud-africains dénonçant la présence de ressortissants étrangers.

Le chef de l'État a réaffirmé que son gouvernement, conformément aux principes de la Constitution sud-africaine, entend répondre aux préoccupations liées au chômage tout en garantissant la protection, la dignité et les droits de tous les étrangers présents sur le territoire,

qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière.

Revenant sur la manifestation nationale organisée deux jours plus tôt, Cyril Ramaphosa a indiqué que les forces de sécurité avaient assuré le maintien de l'ordre sans qu'aucun ressortissant étranger ne soit pris pour cible.

Il a également annoncé l'envoi prochain d'émissaires dans plusieurs pays africains afin d'engager un dialogue avec les États d'origine des migrants et de renforcer la coopération sur les questions migratoires.

Estimant que les migrations constituent un défi commun au continent, le président sud-africain a appelé les États africains à privilégier une approche collective et coordonnée pour apporter des réponses durables à cette problématique.

Don de Dieu Mbavu

24NEWS HEBDO

Afrique du Sud : Félix Tshisekedi appelle à une solution respectueuse des droits fondamentaux



En marge de la visite du président sud-africain en République démocratique du Congo, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'est exprimé sur les actes de xénophobie visant plusieurs ressortissants africains en Afrique du Sud.

Dans une déclaration empreinte de retenue et d'esprit de solidarité, le chef de l'État congolais a plaidé pour une gestion apaisée de cette situation.

« Nous faisons confiance à la sagesse des autorités sud-africaines pour privilégier une approche plus équilibrée,

conforme aux valeurs de solidarité africaine, afin qu'une issue heureuse, apaisée et respectueuse des droits fondamentaux puisse être trouvée », a déclaré Félix Tshisekedi.

À travers ce message, le président congolais réaffirme son attachement aux principes de fraternité entre les peuples africains et au respect des droits humains. Il invite les autorités sud-africaines à privilégier le dialogue et des solutions conformes aux idéaux de l'Union africaine, dans un contexte marqué par des tensions et des violences visant des ressortissants étrangers. Cette

prise de position intervient alors que les préoccupations liées à l'insécurité et aux violences xénophobes en Afrique du Sud continuent de susciter de nombreuses réactions à travers le continent.

En appelant à une réponse équilibrée, fondée sur le respect de la dignité humaine, Félix Tshisekedi souligne l'importance de préserver l'unité africaine et de renforcer la solidarité entre les États du continent.

Zéphyrin Amboka Pengume

CSNU : la RDC ouvre sa présidence par une première réunion consacrée au Moyen-Orient



La République démocratique du Congo a officiellement lancé, le 2 juillet, sa présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies pour le mois de juillet en dirigeant la 10189e séance de l'organe onusien.

Cette première réunion, consacrée à la situation au Moyen-Orient, marque une étape importante dans le mandat de la RDC à la tête du Conseil. Présidant les travaux, l'Ambassadeur Zénon Mukongo Ngay, représentant permanent de la RDC auprès des Nations Unies et président du Conseil de sécurité pour le mois de juillet, a ouvert la séance en saluant le travail accompli par la Colombie durant sa présidence en juin. Il a adressé ses

remerciements à son homologue colombienne, l'Ambassadrice Leonor Zalabata Torres, ainsi qu'à son équipe, pour le professionnalisme et le talent diplomatique ayant marqué leur mandat.

La prise de fonction de la RDC à la présidence du Conseil de sécurité intervient dans un contexte international marqué par de nombreux défis sécuritaires, notamment au Moyen-Orient. À travers cette responsabilité, Kinshasa entend contribuer activement aux efforts de dialogue, de paix et de coopération au sein de l'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Cette première séance donne le ton de la présidence congolaise du Conseil de sécurité, que la RDC entend placer sous le signe du dialogue, de la responsabilité et d'un engagement renforcé en faveur de la paix et de la stabilité internationale.

Signalons qu'après plus de trente ans d'absence, la République démocratique du Congo, a pris la présidence tournante du conseil de sécurité des Nations-Unies le 1er juillet dernier, pour une durée d'un mois, elle s'inscrit dans le cadre de ses deux ans comme membre non permanente du conseil de sécurité des Nations-Unies.

Zéphyrin Amboka Pengume

24NEWS HEBDO

RDC : Le CEPADHO appelle Kinshasa à profiter de sa présidence du Conseil de sécurité de l'ONU pour défendre la paix dans l'Est



Le Centre d'Étude pour la Promotion de la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CEPADHO) salue l'accession de la République démocratique du Congo à la présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de juillet 2026.

Dans un communiqué publié le 3 juillet à Beni, cette organisation estime que cette responsabilité constitue une opportunité stratégique pour la RDC de renforcer le plaidoyer international en faveur de la paix et de la sécurité dans sa partie orientale.

Le CEPADHO encourage les autorités congolaises à mettre à profit cette présidence afin de mobiliser davantage les États membres des Nations unies contre l'agression et le terrorisme auxquels le pays reste confronté dans l'Est. L'organisation rappelle que

cette position diplomatique doit permettre à la RDC de porter plus efficacement sa voix sur la scène internationale.

Se référant à la devise choisie pour cette présidence, « Plus de paix, plus de justice, plus de développement, plus de multilatéralisme », le CEPADHO recommande à la diplomatie congolaise d'inviter les membres du Conseil de sécurité à s'approprier les conclusions du récent rapport du Groupe d'experts de l'ONU.

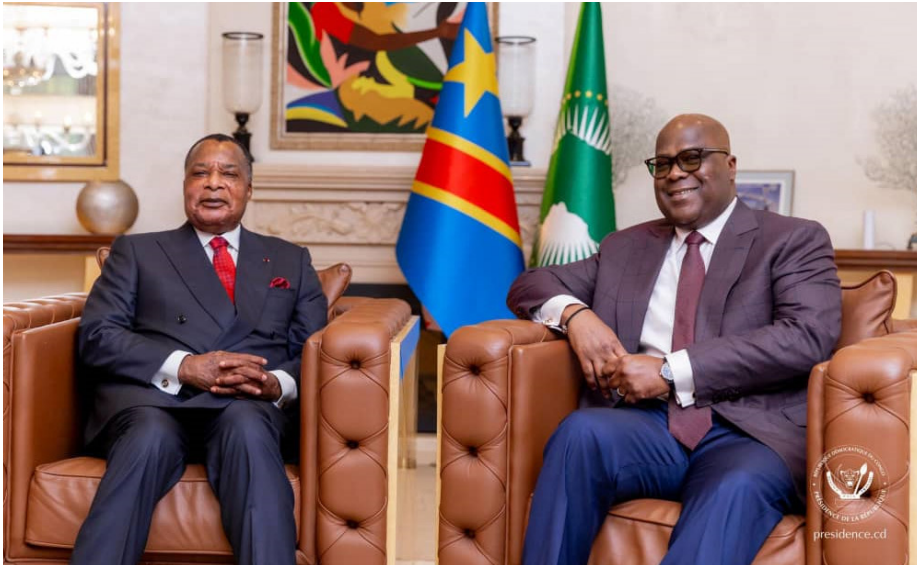
Ce rapport fait état de la présence d'au moins 14 000 militaires rwandais sur le territoire congolais aux côtés des éléments de l'AFC-M23, accusés de déstabiliser la paix et la sécurité dans l'Est du pays. L'organisation plaide également pour que le Rwanda réponde des crimes d'agression contre la RDC ainsi que des graves violations des droits humains commises au Nord-Kivu et au

Sud-Kivu, afin que leurs auteurs ne restent pas impunis.

À l'approche du débat public de haut niveau prévu le 21 juillet, qui sera dirigé par le président de la République en marge de cette présidence du Conseil de sécurité, le CEPADHO exhorte enfin le chef de l'État à intensifier son plaidoyer contre l'exploitation illicite des ressources naturelles de l'Est de la RDC. Selon l'organisation, ces richesses devraient devenir un véritable levier de paix, de développement et de prospérité, non seulement pour la RDC, mais également pour l'ensemble de la région.

Gires Kasongo

Coopération bilatérale : Félix Tshisekedi et Denis Sassou-Nguesso renforcent leur concertation à Brazzaville



Le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a effectué, ce vendredi 3 juillet 2026, une visite de travail de quelques heures à Brazzaville où il s'est entretenu avec son homologue congolais, Denis Sassou-Nguesso. Cette rencontre s'inscrit dans le

cadre des consultations politiques permanentes entre les deux Chefs d'État. Au cours de leurs échanges, les deux dirigeants ont passé en revue plusieurs dossiers d'intérêt commun, notamment l'état de la coopération bilatérale entre la RDC et la République du Congo.

Les discussions ont également porté sur les enjeux régionaux et les perspectives de renforcement des relations entre les deux pays voisins. À cette occasion, le président Denis Sassou-Nguesso a réaffirmé la solidarité de son pays envers la République démocratique du Congo dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

Il a salué le leadership de son homologue Félix Tshisekedi dans la gestion de cette crise sanitaire. Cette rencontre intervient au moment où la RDC assure la présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations unies. Les deux Chefs d'État ont réitéré leur engagement à consolider les liens historiques, fraternels et de coopération qui unissent leurs deux nations. Les deux pays avec les deux capitaines les plus proches du monde entretiennent des relations amicales dans plusieurs domaines.

Zéphyrin Amboka Pengume

Beni : un nouveau Centre de traitement d'Ebola inauguré pour renforcer la riposte contre l'épidémie

Un nouveau Centre de traitement d'Ebola (CTE) a été officiellement inauguré le samedi 4 juillet 2026 à Beni, dans la province du Nord-Kivu. Construite par l'organisation International Medical Corps (IMC), cette infrastructure sanitaire a été remise au gouvernement congolais afin de renforcer la prise en charge des patients atteints de la maladie à virus Ebola.

La cérémonie de remise officielle s'est déroulée à l'Hôpital général de référence de Beni, où le centre est implanté. L'infrastructure a été réceptionnée par Prisca Kamala, coordonnatrice principale du gouverneur militaire du Nord-

Kivu chargée de la Santé et d'autres portefeuilles. Elle l'a ensuite officiellement remise aux autorités sanitaires pour son entrée en fonctionnement.

Dans son allocution, Prisca Kamala a appelé les responsables de la santé à assurer une gestion responsable de cette nouvelle structure afin de contribuer efficacement à la lutte contre Ebola.

« Le gouverneur de province, le général-major Somo Kakule Evariste, a pris plusieurs dispositions pour protéger la population. Il nous revient, en tant que population du Nord-

Kivu, de continuer à respecter les mesures de prévention, car Ebola ne choisit ni la race, ni l'âge, ni la taille. Ce centre devient le deuxième Centre de traitement d'Ebola de la province après celui de Katwa. Il a été construit dans l'intérêt de la population, puisque le gouvernement a la responsabilité de protéger ses citoyens. Nous espérons que les autorités sanitaires en assureront une gestion exemplaire », a-t-elle déclaré.

CDM 2026/Élimination des Léopards

Harry Kane salue la bravoure de Lionel Mpasi pour ses arrêts héroïques



Malgré l'élimination de la République démocratique du Congo en seizièmes de finale de la Coupe du monde de la FIFA 2026 face à l'Angleterre (2-1), le mercredi 1er juillet, les Léopards quittent la compétition avec les honneurs.

Auteurs de plusieurs arrêts le gardien congolais Lionel Mpasi a particulièrement marqué les esprits grâce à une prestation de très haut niveau face aux assauts répétés des Three Lions. Pendant plusieurs minutes, le portier congolais est sorti vainqueur dans le duel l'opposant aux très expérimentés attaquants anglais au terme de la rencontre disputée à Atlanta, Face à ce match haut de gamme

de Lionel Mpasi, le capitaine anglais Harry Kane auteur du doublé ayant conduit les Three Lions aux huitièmes des finales n'a pas caché son admiration pour le portier congolais, auteur de plusieurs arrêts décisifs qui ont longtemps maintenu les Léopards dans le match;

«Je me sens incroyable ! La RD Congo est une équipe difficile. Respect au gardien congolais, il a réalisé des arrêts incroyables ! », a déclaré l'attaquant anglais, saluant la résistance et le courage de la sélection congolaise. Il est important de signaler que les nombreuses interventions de Lionel Mpasi ont en effet empêché l'Angleterre d'alourdir le score, confirmant son statut

de l'un des hommes forts de la campagne congolaise.

Si le parcours historique des Léopards s'arrête en seizièmes de finale, les prestations de leurs joueurs, notamment celle de leur gardien, resteront parmi les grandes satisfactions de cette première participation de la RDC à une phase à élimination directe d'une Coupe du monde.

Zéphyrin Amboka Pengume